

ÉDITORIAL

Congrès général de l'UPA: une réussite sur toute la ligne



MARCEL GROLEAU

Président général de l'Union des producteurs agricoles

Le Congrès général de l'UPA est un temps fort dans l'année pour le monde agricole. C'est un moment privilégié où les congressistes échangent entre eux et transmettent les messages de l'organisation à nos gouvernements et ministres de l'Agriculture.

Le Congrès de cette année était l'occasion de faire le bilan agricole de la première année du gouvernement de la Coalition avenir Québec; un bilan positif, car pour l'essentiel, les engagements pris durant la campagne électorale ont été respectés. L'ajout de 250 M\$ pour soutenir les investissements en agriculture et le dépôt du projet de loi 48 sur la fiscalité foncière agricole sont de bonnes nouvelles pour nous. La reconduction de la politique bioalimentaire était aussi souhaitée, ce que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), André Lamontagne, a fait à son arrivée. Personne ne voulait se relancer dans une nouvelle consultation, avec tout le temps que cela demande. Les cibles de croissance de politiques sont ambitieuses et nous aurons besoin, pour les atteindre, de la collaboration de tous. Il s'agit d'un beau défi, très mobilisant.

Comme je l'ai indiqué au ministre Lamontagne pendant sa présence au Congrès, il est impératif de s'attaquer à la lourdeur administrative des programmes offerts aux agriculteurs et agricultrices, qui fait que plusieurs d'entre eux s'abstiennent de recourir à l'aide disponible. Il est aussi primordial que La Financière agricole du Québec (FADQ) cesse d'agir comme un simple assureur qui cherche principalement à minimiser ses risques. Chaque producteur voulant démarrer un projet doit être considéré par la Financière comme une opportunité de développement, et non comme un risque éventuel duquel il faut se protéger.

Pour plus d'efficacité, il faut également développer une plus grande concertation entre la FADQ et le MAPAQ. La multiplication des programmes au ministère, tous plus normés les uns que les autres alors que la Financière intervient déjà avec les siens, entraîne une lourdeur administrative que nous ne pouvons plus nous permettre. À ce sujet, je vous invite à lire un article à ce sujet dans *La Terre de chez nous* de la semaine dernière.

Les marchés de plus en plus ouverts représentent peut-être des opportunités, mais exigent que nos gouvernements soient compétitifs. Les agricultrices et les agriculteurs ne peuvent assumer seuls la pression exercée par les conflits commerciaux, la concurrence de l'importation d'aliments étrangers qui ne respectent pas nos normes, les exigences environnementales et les attentes sociétales qui entraînent des coûts que nous ne pouvons transférer aux marchés.

Du côté fédéral, les agriculteurs et les agricultrices doivent pouvoir compter sur des programmes de gestion des risques d'entreprise (GRE) qui leur permettent de gérer les risques inhérents à leur métier et de traverser les crises. Ce n'est pas le cas actuellement.

L'absence de consensus parmi les provinces ne doit plus empêcher la modification des programmes fédéraux. Ottawa doit aller de l'avant. C'est dans cet esprit que nous avons profité de la présence au Congrès général de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, Marie-Claude Bibeau, pour lui proposer la création d'un nouveau programme de gestion des risques. Dans les programmes actuels, les 15 premiers pour cent sont assumés par les producteurs. Dans celui proposé, de 15 à 30 % des pertes seraient assumées par un programme fédéral-provincial. Au-delà de 30 %, il s'agirait d'un programme catastrophe assumé à 100 % par Ottawa. Un tel programme répondrait en grande partie aux risques que doivent gérer les producteurs.

Tous ces dossiers feront l'objet d'une attention particulière au cours de la prochaine année. Je compte sur vous et je suis confiant, car c'est là que la présence de notre organisation partout sur le territoire revêt toute son importance pour continuer de « produire, nourrir, ici et maintenant ».

VOTRE OPINION

Changements climatiques : l'agriculture canadienne fait partie de la solution, pas du problème!

L'agriculture est souvent montrée du doigt dans les discussions concernant les changements climatiques. Pourtant, un regard plus attentif aux statistiques et aux efforts du secteur peint le portrait d'une industrie qui a pris les devants au Canada, et ce, bien avant que l'environnement devienne une priorité politique.

Par exemple, dans le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies sur les changements climatiques et les terres émergées, il est indiqué que l'agriculture pratiquée à l'échelle de la planète contribue à 23 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Cependant, il est important de souligner que ces 23 % comprennent des activités autres que la production agricole, comme la foresterie et l'utilisation des terres à d'autres fins.

Nuances et optimisme

Saviez-vous, par exemple, que l'agriculture canadienne est extrêmement efficace en ce qui a trait à la réduction de l'empreinte écologique de la production alimentaire? En effet, le Canada fait partie de la tranche de 10 % des producteurs de bétail les plus efficaces au monde en matière de GES.

À travers le pays, les émissions provenant de la production de bétail ont diminué de 11 % depuis 2000 et le volume de carbone organique séquestré dans les sols a augmenté de 40 %.

Ces améliorations ont été réalisées grâce à des changements fondamentaux tels que la culture sans labour, la rotation des cultures, les cultures de couverture et l'épandage d'engrais 4B. Les agriculteurs canadiens ont également adopté des innovations plus avancées, comme la nouvelle génétique du bétail, l'accroissement de l'efficacité des aliments pour les bovins de boucherie et laitiers ainsi que l'agriculture de précision.

C'est par l'entremise de ces solutions que la productivité de l'industrie laitière s'est considérablement améliorée, de telle façon qu'aujourd'hui, le nombre de vaches laitières au Québec a diminué alors que la production laitière est demeurée stable.

En tant qu'agriculteurs, nous avons conscience du rôle important que joue notre industrie dans l'amélioration de la biodiversité et de la qualité de l'eau, du sol et de l'air ainsi que l'apport du bétail au maintien des espèces et des espaces naturels. L'augmentation du nombre de producteurs pratiquant l'agriculture régénératrice est un signe des nouvelles améliorations à venir. Nous continuons également d'innover en matière de production, de traitement et de réduction des déchets.

— Don Buckingham, président-directeur général de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), à Ottawa

